

Climat : le GIEC redoute de voir la planète affamée par la vitesse du réchauffement

Au rythme auquel elle se réchauffe, la terre va devenir peu hospitalière mais aussi peu nourricière. Si d'ici 2100, les deux degrés supplémentaires sont atteints (ce que [l'accord de Paris sur le climat](#) doit à tout prix permettre d'éviter) l'humanité basculera dans l'insécurité alimentaire. Cette trajectoire funeste est celle que trace le GIEC, le groupe intergouvernemental d'experts sur le climat mandaté par les Nations-unies, dans son rapport sur l'utilisation des terres rendu public, jeudi matin à Genève.

Il y a cinq ans déjà, la perspective de voir les famines se multiplier n'était pas écartée par ces experts. Mais ils l'envisageaient à partir de 4 degrés de réchauffement. « *Aujourd'hui, le niveau d'alerte est beaucoup plus important* », constate Jean-François Soussana, agronome, vice-président de l'INRA et un des 107 co-auteurs de ce rapport fleuve (plus de 1.200 pages) bâti sur la revue de plus de 7.000 publications scientifiques.

« *Les terres sont soumises à une pression croissante des activités humaines* », explique Valérie Masson-Delmotte, co-présidente du [GIEC](#). Ces activités provoquent une dégradation importante des sols (un quart des terres émergées et libres de glaces sont devenues incultes). L'aridité progresse (de près de 1 % par an entre 1961 et 2013) au point qu'un demi-milliard de personnes vivent aujourd'hui dans des territoires en désertification. Le sud-est asiatique, le pourtour du Sahara, l'Afrique du nord et la péninsule arabique sont principalement touchés. Les régions qui bordent la Méditerranée, où les sécheresses s'intensifient, pourraient bientôt l'être. Facteur aggravant, la température du sol augmente près de deux fois plus vite que celle du globe avec ses mers et ses océans.

Mettre le nord au régime

Résultat, les terres s'appauvrissent et la qualité nutritionnelle des récoltes baisse. Le corollaire risque d'être un renchérissement des produits cultivés. Selon un des scénarios du GIEC, le prix des céréales pourrait augmenter de 7,6 % en moyenne d'ici 2050, ne faisant qu'accroître le risque de crises alimentaires. Le tout alors que la [population mondiale](#) n'a pas fini d'augmenter (9,8 milliards d'habitants en 2050 contre environ 7 milliards aujourd'hui). « *D'où la nécessité d'engager vite des changements structurants* », insiste Valérie Masson-Delmotte.

D'autant que l'agriculture est aussi en grande partie responsable du réchauffement qu'elle subit. Sa part dans les gaz à effet de serre est de 37 %, avec l'élevage qui en représente à lui seul les deux tiers.

Un niveau qui ne laisse pas d'inquiéter les experts du GIEC. Ceux-ci vont jusqu'à prôner un rééquilibrage des régimes alimentaires entre les habitants de l'hémisphère nord, qu'il faudrait amener à réduire leur consommation de viande, excessive, et ceux de l'hémisphère sud dont le bol alimentaire est pauvre en protéines animales. Une remise à plat justifiée par les chiffres. Entre 25 % et 30 % de la production alimentaire n'est pas consommée, donc gaspillée.

Des risques de concurrence

En outre, 2 milliards d'adultes sont en surcharge pondérale ou obèses, alors que dans le même temps 821 millions de personnes souffrent de malnutrition, pointe le « *résumé à l'intention des décideurs politique* » du rapport. Un texte adopté mercredi par les délégués de 195 pays dans lequel figure la préconisation de ce rééquilibrage, mais dans des termes minutieusement

choisis, sous la pression des pays producteurs, comme l'Inde et le Brésil.

Un autre point de ce résumé a fait débat jusque tard dans la nuit de mercredi à jeudi : le développement massif de l'afforestation qui consiste à boiser des millions de m² de terres nues pour en tirer la biomasse nécessaire à la production d'énergie non fossile. Une activité qui n'est pas sans menacer la sécurité alimentaire dans la mesure où elle peut priver l'agriculture d'espaces qui lui sont indispensables, mais aussi nuire aux forêts primaires, des puits de carbone dont la préservation est déjà difficile. Ce risque de concurrence est mentionné dans le résumé pour les décideurs politiques, mais dans des termes, là encore édulcorés à la demande pressante de la Suède, des États-Unis et du Brésil.